La République du Centre, 12 janvier 2017

SOCIAL ■ Des élus reçus à Bercy pour la fermeture de la Seita, à Fleury

Un label de l'État pour le site ?



UNIS. Une partie des 87 salariés menacés s'est rassemblée hier matin, devant le site de Fleury. Peu après, des élus locaux de tous bords, menés par le président de la région, François Bonneau, ont rencontré le secrétaire d'État à l'Industrie (*au centre*), sur le sujet.

Les salariés du centre de recherche de la Seita, qui doit fermer à Fleury-les-Aubrais, ont un projet pour poursuivre leur activité. Les élus l'ont exposé au secrétaire d'État à l'Industrie, hier.

Florent Buisson
florent.buisson@centrefrance.com

Le 29 novembre, la Seita, filiale française du cigarettier britannique Imperial Tobacco, a annoncé la fermeture de son centre de recherche à Fleury-les-Aubrais. 87 postes sont menacés.

Si l'entreprise a jusqu'à juillet pour trouver un repreneur, les salariés ont leur propre idée, pour sauver un maximum d'emplois sur le site. Ce projet reviendrait à créer un « laboratoire d'analyse des produits chimiques, des produits du tabac, mais aussi de tous les produits dérivés, type e-cigarettes », expliquait Miguel Rey, délégué CGT, devant le site, hier matin.

En clair, ce laboratoire, qui reprendrait l'activité des chimistes, contrôlerait 93 produits contenus dans les cigarettes, autres que le goudron, la nicotine et le monoxyde de carbone, qui sont déjà suivis de manière « indépendante ».

En plein sur Interives

« Seuls les cigarettiers font ces contrôles-là, ajoute Nathalie Balberde, déléguée Unsa. Aucun labo indépendant en Europe réalise un contrôle chimique de la toxicité des autres éléments. C'est ce que nous faisions ici pour Imperial Tobacco. On garderait alors notre expertise. On attend désormais un rendez-vous avec le secrétaire d'État à l'Industrie, et le ministère de la Santé, car c'est un projet de santé publique. Les élus locaux estiment d'ailleurs qu'il est pertinent. »

Trouver une seconde vie au site

Car l'enjeu est important pour nos élus. Le site de la Seita est en plein sur le périmètre d'Interives, futur quartier d'habitation… et d'affaires.

Une délégation du Loiret était donc reçue par le secrétaire d'État chargé de l'Industrie, Christophe Sirugue, hier, à Paris. À la sortie, le sénateur PS Jean-Pierre Sueur se voulait plutôt rassurant. Selon lui, le ministre va mettre la pression sur les dirigeants d'Imperial Tobacco pour qu'ils maintiennent l'activité du centre. Si ça ne fonctionne pas, Christophe Sirugue « continuera de travailler, en lien avec le ministère de la Santé, pour étudier la valorisation de ce centre de recherche par l'obtention du label "laboratoire certifié par l'État". » Selon le parlementaire, ce serait un atout pour construire un laboratoire d'intérêt public, qui servirait le projet porté par les salariés.

« Un labo public ou privé serait une bonne solution, on travaille pour, dit Charles-Éric Lemaignen, président LR d'Orléans métropole. Mais si ça tourne mal, ce sera un mauvais signe pour l'économie, pas pour Interives ». ■

LE CHIFFRE

35

Le site travaillait pour les 35 usines de la marque, dans le monde entier.

Phoca PDF